

# AGROPASTEUR

Mensuel d'informations sur l'Élevage, l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement - Issn 0850 -5128 - N°47 • FEVRIER 2011 - Prix 300 FCFA

## FIDAK ET SIA

# L'Agriculture au cœur des problématiques de développement et de la coopération



A peine les lampions se sont-ils éteints sur la 12ème édition de la FIARA, que d'autres événements mettent au cœur de la réflexion et des échanges l'Agriculture. Il s'agit de la FIDAK et du SIA. Deux manifestations à caractère international à mettre à profil pour renforcer la visibilité des productions, nouer des liens de partenariat et promouvoir les investissements. Le Chef de l'Etat, Abdoulaye Wade, va procéder ce jeudi 24 février à l'ouverture officielle de la 19ème édition de la Foire internationale de Dakar (FIDAK). Beaucoup d'ambitions pour Mr Baidy Souleymane NDIAYE Directeur Général du Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal (CICES) qui l'a révélé au cours d'un entretien qu'il a accordé au Journal Agropasteur. ***Lire en P.3***

### COOPÉRATION

*Lire en P.6 et P.7*

## L'axe Turquie-Sénégal en pôle position



**3ème édition des Rencontres Commerciales Sénégal-Turcs au Sénégal**

### EDUCATION ET RECHERCHE EN AGRICULTURE



**Le Projet USAID/ERA lancé** *P.9*

## FORUM SOCIAL MONDIAL Les tradipraticiens remettent un mémoire

**Des spécialistes de la médecine traditionnelle africaine qui ont participé au Forum social mondial (FSM) ont remis à Dakar, au ministre sénégalais de la Santé, Modou Diagne Fada, un Mémoire pour l'application de la Déclaration de la médecine traditionnelle et des plantes médicinales en Afrique (2001-2011) adoptée à Lusaka, en Zambie, par l'Union africaine (UA).**

Baba SARR



Venus du Mali, du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée et de la Mauritanie, ces spécialistes sont issus du programme Plantes médicinales d'Enda Santé, de l'ONG Environnement et Développement dans le Tiers-Monde. Ils sont, entre autres, médecins, professeurs d'université, techniciens de santé et tradipraticiens. Lisant le Mémoire, le Pr. Rokya Sanogo du Mali a rappelé que la Décennie africaine de la médecine traditionnelle et des plantes médicinales a pour piliers la recherche, la gestion des plantes, la collaboration entre la médecine conventionnelle ou moderne et la médecine traditionnelle, l'information et la communication, la législation et la réglementation.

Dans leur document, les tradipraticiens reconnaissent que des efforts ont été faits dans ce sens dans certains pays comme au Mali où il existe

depuis 1994 un cadre juridique et réglementaire de la médecine traditionnelle, mais ils soutiennent que beaucoup reste à mettre en œuvre, notamment au Sénégal où le cadre juridique est toujours en gestation. Ainsi, pour remédier à ces insuffisances, ils proposent une dizaine de recommandations dont la prise en compte des ressources de la médecine traditionnelle et des plantes médicinales dans les politiques nationales de santé publique, la promotion de leur reconnaissance et de leur législation, la budgétisation nationale de leurs activités et la création d'un système de protection des connaissances locales pour garantir aux détenteurs des droits de propriété.

A cela s'ajoutent leur introduction dans les enseignements des universités et écoles supérieures, leur valorisation économique, la mise en place de points focaux au niveau de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union africaine (UA), la capitalisation et la diffusion des résultats de recherches obtenus, la conservation et la protection des ressources de la diversité biologique, la promotion de la domestication des plantes médicinales. Des messages bien notés par le Directeur de Cabinet du ministre de la Santé, Abdou Khoudoss Niang, qui a déclaré aux tradipraticiens qu'il y a un engagement fort du Sénégal en faveur de la médecine traditionnelle. Il a affirmé que le processus de mise en place d'un cadre juridique de la cette médecine est déjà enclenchée et que le plaidoyer continue pour accélérer son application.

## Le FSM, un espace de débat démocratique

**Le Forum Social Mondial (FSM) est un espace de débat démocratique d'idées, d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions, d'échange d'expériences et d'articulation de mouvements sociaux, réseaux, ONGS et d'autres organisations de la société civile qui s'opposent au néo-libéralisme et à la domination du monde par le capital et par toute forme d'impérialisme.**

A la première rencontre mondiale de 2001 a succédé un processus mondial de recherche et de construction d'alternatives aux politiques néolibérales. Le FSM s'est caractérisé également par sa pluralité et par sa diversité. Il n'est ni confessionnel, ni gouvernemental, ni partisan. Il s'est proposé de faciliter l'articulation, décentralisée et en réseau, d'associations et de mouvements engagés, tant au niveau local qu'international, dans des actions concrètes de construction d'un autre monde, sans prétendre pour autant incarner une instance représentative de la société civile mondiale. Le Forum social mondiale n'est ni une association, ni une organisation.

« Un autre monde est possible »

Le premier FSM de Porto Alegre en 2001 a marqué un tournant décisif tant dans l'évolution des rapports entre gouvernants et gouvernés que dans celle des rapports Nord-Sud. La société civile mondiale qui s'est manifestée avec force à Seattle et dans tous les événements internationaux qui ont suivi, a montré, dans la capitale du Rio Grande do Sul, qu'elle constitue une force sociale et politique majeure, vigilante, capable de s'organiser et de parler d'une seule et même voix, en dépit de sa diversité. Mais sur les quelques quatorze mille (14 000) participants au Forum Social Mondial, l'Afrique, bien que heurtée de plein fouet par les réformes néolibérales, n'était représentée que par une cinquantaine de personnes.

« Une autre Afrique est possible »

Le mouvement social mondial imprime une nouvelle dynamique à la construction de la société civile africaine qui, à son tour, l'enrichit et le renforce de son vécu, de ses espérances et de sa vision. Sous le mot d'ordre « Une Autre Afrique est Possible », plusieurs éditions du Forum Social Africain ont eu lieu afin d'enrichir et de renforcer le mouvement social africain, de préparer la participation au Forum Social Mondial et ainsi de consolider le mouvement social mondial : Bamako (Mali) en janvier 2002 et Addis Abéba (Éthiopie) en janvier 2003). Plusieurs milliers d'organisations africaines ont pu prendre part à la dynamique et cela à travers plus d'une vingtaine de Forums nationaux, sous régionaux et thématiques. Le FSM s'est tenu au Brésil jusqu'en 2003, puis il s'est déplacé à Mumbai (Inde) en 2004 puis à Nairobi (Kenya) en janvier 2007, puis il est retourné au Brésil (Bélem) en 2009.

## Cabinet Senproject organise

### des séminaires de formation

Pour l'année 2011

#### THEMES

ACHATS LOGISTIQUE

BANQUE

COMMUNICATION -MARKETING

FINANCES-COMPTABILITE-AUDIT

INFORMATIQUE-NTIC

MANAGEMENT & STRATEGIE

PROJETS

RESSOURCES HUMAINES

SECRETARIATS-ASSISTANAT DE DIRECTION

SECURITE SOCIALE

HYGIENE ET SECURITE

ARCHIVAGE-GESTION ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS

COMMUNICATION-COMMERCE ET MARKETING

DEVELOPPEMENT PERSONNEL

Pour toute information contacter Cabinet SENPROJECT  
Cité ISRA Avenue Bourguiba Immeuble Thiouth 2ème étage N°6  
Tel: 33865 24 44 ou 77793 11 30 ou 77646 00 04 ou 70564 62 76

email: [cabinetsenproject@gmail.com](mailto:cabinetsenproject@gmail.com)

site web: [www.cabinetsenproject.com](http://www.cabinetsenproject.com)

### AGROPASTEUR

MENSUEL D'INFORMATIONS SUR  
L'ELEVAGE, L'AGRICULTURE, LA  
PÊCHE ET L'ENVIRONNEMENT

Tel : 77 536 20 18  
Adresse : 8608 G Sacré-Coeur II  
Email : [agropasteur@yahoo.fr](mailto:agropasteur@yahoo.fr)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Babacar SENE

COMITÉ DE RÉDACTION

Babacar SENE - Papa SAMB  
Ousmane SENE - Niakhaly

Adji SECK - Mariane SECK - Fatou Kiné NGOM

Impression

AFRICOM

Distribution

ADP

FIDAK2011

## L'agriculture, levier de l'intégration économique

Le Chef de l'Etat, Abdoulaye Wade, va procéder ce jeudi 24 février prochain à l'ouverture officielle de la 19ème édition de la Foire internationale de Dakar (FIDAK), a annoncé le vendredi 18 février dernier le ministre du Commerce, Amadou Niang qui procédait, comme il est de coutume, à l'état des lieux des préparatifs de cette Foire.



Le ministre a estimé que d'ici le lundi 21 février tous les travaux devraient être terminés pour ainsi permettre au président de la République de lancer officiellement l'ouverture de la FIDAK sur le thème : "L'agriculture comme levier de l'intégration économique". M. Niang a indiqué que le Chef de l'Etat qui a lancé la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (GOANA), a convié les pays africains à une évaluation d'étape, aussi bien de la GOANA que du processus d'intégration dans son volet agricole. Le ministre du Commerce a, par ailleurs, informé que l'Algérie est l'invité d'honneur de cette

19ème édition de la FIDAK. Selon lui, le Sénégal partage les mêmes valeurs que ce pays islamique qui s'est battu pour recouvrer son indépendance. Selon lui, "ce choix porté sur l'Algérie est judicieux et heureux". Pendant ces 10 jours de foire, a-t-il assuré, tout sera mis en œuvre pour montrer que l'Algérie et le Sénégal peuvent développer des complémentarités historiques et culturelles de valeur. Ces deux pays, à travers l'annualisation et la professionnalisation de la FIDAK, seront les acteurs clés du système qui sera mis en œuvre à l'occasion de cette manifestation. La 19ème édition de la FIDAK se tiendra du 24 février au 7 mars prochain.

### Communiqué de Presse

#### Aéroports du Sénégal Travaux de rénovation et d'agrandissement en cours

L'Agence des Aéroports du Sénégal informe que des travaux de rénovation et d'agrandissement sont actuellement en cours dans la Salle de livraison bagages. Ces travaux qui visent à améliorer la qualité du service sont prévus pour une durée de trois (03) mois et 15 jours. L'Agence assure que tout est mis en œuvre pour limiter les désagréments inhérents à la réalisation de ces travaux. Les Aéroports du Sénégal et ses partenaires présentent ses excuses aux passagers et à ses partenaires pour les éventuels désagréments.

## Entretien avec...

**M. Baidy Souleymane NDIAYE**

*Directeur Général du Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal (CICES)*

**Agropasteur :** Le thème de la Foire Internationale de Dakar2011 (FIDAK) de cette année s'articule autour de l'agriculture et a comme parrain l'Algérie, quelles ambitions peut-on en déduire ?

**B.S.N.:** Beaucoup d'ambitions pour la FIDAK. Effectivement, nous avons pris toutes les dispositions nécessaires pour l'organisation de la 19ème édition de la Foire Internationale de Dakar qui va se tenir du 24 février au 07 mars 2011. Innovation de taille pour cette année parce que nous sommes partis de l'ensemble des rapports d'évaluation des 18ème, 17ème et de la 16ème FIDAK pour essayer d'être encore plus proche de l'exposant. Donc exposition de proximité, mais ensuite essayer d'avoir une exposition de sécurité pour l'ensemble des visiteurs et des exposants, parce que la FIDAK est un rendez vous de la sous région, un rendez vous vous international. Nous voulons relever les défis de l'organisation, de la mobilisation mais ensuite de la qualité. Toutes les dispositions sont prises pour que ces défis soient relevés et à la grande satisfaction des exposants. Nous commençons à enregistrer des réactions très positives, vu le taux de participation des pays, c'est à dire les participations officielles, mais ensuite des exposants, pour les pays participants. Nous avons dépassé les seuils de prévision. Cela nous rassure car nous voulons que cette 19ème édition de la FIDAK soit une édition de rupture par rapport à ce qui se faisait pour que le CICES, et qu'elle soit résolument tournée vers une plateforme de référence, à l'instar des grandes plateformes du monde comme Paris, Alger, la Foire du Caire etc. Toutes les équipes du CICES sont mobilisées par rapport à ces défis, à ces orientations fixées par le Ministre du Commerce et aux grandes orientations fixées par le Chef de l'Etat, Son Excellence Me Abdoulaye Wade. C'est pourquoi nous donnons rendez-vous aussi à l'ensemble des acteurs, de tous les secteurs: l'énergie, l'agriculture, le commerce, l'élevage, la pêche, tous les secteurs de la vie nationale et interna-



tionale, pour qu'ils se retrouvent à partir du 24 février, pour la cérémonie d'ouverture au Centre International d'Echanges, pour deux semaines de communion, pour pouvoir échanger, faire des affaires, du business, pour pouvoir acheter, vendre et surtout communiquer, parce qu'il y a de très grands moments de visibilité offerts pour l'ensemble des sociétés. C'est pourquoi nous appelons tout le monde à saisir cette opportunité de la 19ème édition pour pouvoir participer à cette FIDAK.

#### Pourquoi le choix d'un thème sur l'Agriculture et que peut-on en attendre ?

Cette année le thème c'est encore l'agriculture « L'agriculture comme levier de l'intégration économique. » En effet, l'agriculture est le moteur de développement pour la plus part des pays en voie de développement. C'est pourquoi cette année encore nous allons faire le bilan de l'agriculture sénégalaise. Nous essaierons aussi de

faire le bilan de l'agriculture au niveau de la sous région et de saisir cette opportunité pour faire des échanges, surtout des échanges agricoles avec d'autres pays. Au-delà de ce thème aussi, nous voulons que cette 19ème édition soit une édition axée sur beaucoup d'échanges, sur le plan scientifique. On aura un programme très riche, en termes d'animation scientifique basé, sur la thématique de l'agriculture et cela nous permettra d'accueillir beaucoup de conférenciers de renommée nationale et internationale pour permettre d'échanger sur ce thème. La 19ème édition de la FIDAK est placée sous le signe de l'innovation, avec ses ambitions, ses perspectives et ses objectifs et l'ensemble des équipes du CICES s'investissent pour une réussite totale, sous l'égide du Ministère du Commerce, et sous la vision éclairée du Chef de l'Etat Son Excellence Me Abdoulaye Wade. »

FIARA 2011

## La SODAGRI à l'affiche

La Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal (SODAGRI) a pour vocation la promotion du développement rural intégrée dans les régions de Kolda et de Sédhiou.



L'aménagement de l'espace rural, l'appui au développement, la préservation de l'environnement, l'appui-conseil, la formation et la promotion de l'entrepreneuriat rural, constituent ses principales missions, entre autres réalisations, des aménagements hydro agricoles, avec la construction de deux barrages hy-

dro agricoles d'une capacité de 150 millions de m3 environ et l'aménagement de 50 000 hectares, sur un potentiel en terre irrigables de 54.000 ha, en passant par l'octroi aux producteurs du matériel agricole, la production animale, la mise en place d'infrastructures sociales de base, les pistes de production. La SODAGRI a créé un cadre favorable à l'émergence d'un

entrepreneuriat rural fort. Elle appuie en outre la transformation et la commercialisation des produits « Label bassin de l'Anambé » afin de développer des circuits de commercialisation pour l'écoulement des produits des producteurs du bassin de l'Anambé. Elle a participé à la FIARA pour cette 12<sup>ème</sup> édition 2011 qui est celle de la confirmation pour la SODAGRI.

## Trois questions A...

### Madame Sarr Ndéye Seynabou Diouf, Conseiller Technique du Directeur Général de la SODAGRI, Responsable du stand de la SODAGRI à la FIARA

Babacar SENE

**Quels sont les enseignements tirés de la participation de la SODAGRI à cette 12<sup>ème</sup> édition de la FIARA avant de dégager les perspectives pour son institution ?**

Mme Sarr: C'est une participation assez remarquable parce que, pour la première fois, nous avons eu à amener une quantité de riz assez importante que nous avons eu à écouler sur le marché avec les producteurs. Nous avons eu également la chance d'apporter des produits de transformation. Le maraîchage commence à se développer dans la zone. Les producteurs qui sont chargés de faire cette production sont également ve-

nus avec nous et ils ont eu à vendre toutes leurs productions. Le « label Bassin de l'Anambé » tend donc à se développer de plus en plus. C'est donc une participation tout à fait remarquable.

**Quel message portez-vous aux consommateurs et consommatrices pour une meilleure consommation de votre riz ?**

Mme Sarr: Notre riz est d'une haute qualité. Il m'est très difficile de le dire certes en tant qu'agent de la SODAGRI, mais je laisse les consommateurs et consommatrices apprécier. Les échos sont très favorables quant à la qualité, le goût et la facilité de préparation sont autant d'atouts pour

notre riz. Nous leur renouvelons donc notre confiance et les invitons à encore venir consommer le riz du bassin de l'Anambé. C'est du riz neuf, de qualité et c'est bon pour la santé.

**On peut donc s'attendre à votre participation à la 13<sup>ème</sup> édition 2010 de la FIARA ?**

Mme Sarr: Nous commençons d'ores et déjà la préparer et de manière très significative et nous comptons marquer de notre empreinte la prochaine édition 2012 « Inch Allah. Nous pensons que les produits seront plus diversifiés et qu'ils seront en quantité et en qualité. Nous allons encore émerveiller.

**Mme Khady KANE TOURE**  
*Chercheuse à l'IFAN (Département de l'Information Scientifique de l'UCAD)*

## « Régler la souveraineté alimentaire avec les produits locaux »

C'est la seconde fois qu'elle représente l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et le Département de l'information scientifique à la FIARA, dans le cadre de ses programmes de recherche dont l'un porte sur la gestion des connaissances en agriculture, domaine dans lequel elle évolue depuis 30 ans. Elle a bien voulu nous livrer ses impressions.

Bacary Sambou



« Je travaille avec les organisations paysannes dans le bassin arachidier, où les villageois, avec leurs parents immigrés, ont mis en place des innovations modernes et traditionnelles, sans l'aide de l'Etat, ni d'aucune ONG. Ils ont fait une réforme foncière en regroupant toutes leurs terres. Sur place ils produisent 100 000 tonnes de maïs par an, réparties sur trois récoltes. Quand on parle de souveraineté alimentaire on est d'abord une famille. Les familles ont leurs trois repas quotidiens améliorés par des légumes, des fruits... Il y a une diversification de la production agricole et maintenant l'exode rural est limité. Les villageois font du maïs biologique. La valorisation de l'artisanat Sénégalais est aussi l'un de mes programmes. Les femmes font divers produits made in Sénégal » a-t-elle déclaré.

Mme Khady Kane TOURE est très intéressée par la question de la sécurité alimentaire et ses actions à côté des villageois du bassin arachidier et du Fouta (Matam), pour les accompagner et les encadrer sont nombreuses. Comme on peut le constater, Madame TOURE est vraiment orientée vers la production, la transformation et la commercialisation des produits locaux. C'est dire sa volonté de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales, souvent confrontées à des problèmes pour se nourrir, et qui finissent parfois à choisir le chemin de l'exode rural.

C'est donc une femme, une chercheuse qui, depuis des décennies, travaille sur les préoccupations quotidiennes des paysans. Aussi bien dans le bassin arachidier qu'au Fouta. Mme TOURE connaît bien l'espace où se déroule ses actions, et ceci indépendamment de la vision de l'intellectuel quelle est. Ainsi, elle connaît les populations, leur milieu, les caractéristiques du mode de production, les formes de production, les forces et les faiblesses du système traditionnel du milieu. Ses suggestions et recommandations ont beaucoup contribué à la résolution de certains problèmes que vivent les paysans. Pour régler la question de nourriture, elle est persuadée qu'il faut d'abord faire des activités acceptées par les populations dans nos campagnes: « il faut toujours associer le paysan, lui donner les moyens de s'en sortir. »

## AMÉLIORATION DE LA PRODUCTION DE RIZ EN AFRIQUE DE L'OUEST EN RÉPONSE À LA FLAMBÉE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

### Après la Mauritanie et le Niger, le Sénégal lance son projet

**Le riz constitue une des céréales les plus consommées en Afrique sub-saharienne ; en Afrique occidentale en particulier la consommation annuelle de riz a dépassé les dix millions de tonnes ces dernières années ; cependant , bien que l'Afrique de l'Ouest reste dès lors la plaque tournante de la production de riz en Afrique subsaharienne en assurant plus de 65% de la production de la sous région , 40% à 50% du riz consommé doit être importé ; les stock mondiaux de riz sont à leur niveau le plus bas depuis 1983 et 1984 ; ainsi les pays africains ne pourront plus à terme compter sur les importations d'Asie pour nourrir leur population de plus en plus croissante ; la flambée des prix des denrées alimentaires ont secoué le monde entre 2007 et 2008 affectant plusieurs villes d'Afrique ; des moments difficiles ont été vécu ; la crise s'est ainsi installée.**

Babacar SENE



C'est dans ce contexte qu'est né le projet GCP/RAF/453/SPA « Amélioration de la Production de Riz en Afrique de l'Ouest en réponse à la Flambée des Prix des Denrées Alimentaires ». Dans le but de contribuer à lutter contre la flambée des prix des denrées de première nécessité dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, le Gouvernement du Royaume d'Espagne, à travers la FAO a accepté de financer ce projet Régional pour contribuer à accroître de façon durable la production rizicole nationale dans cinq pays(5) de la région faisant partie des plus touchés par cette crise : la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Au cours de l'Atelier de Lancement tenu ce 23 Février 2011 à Dakar au Sénégal Mr Musa Saihou Mbenga Représentant Régional Adjoint de la FAO pour l'Afrique et Coordonnateur du Bureau Sous régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest(FAOSFW) a remercié au nom du Docteur Jacques Diouf Directeur Général de la FAO le gouvernement et le peuple du Royaume d'Espagne pour avoir accepté de financer ce projet qui revêt pour son institution et les pays participants une importance capitale.

L'atelier de lancement du Projet à Dakar constitue le premier événement majeur pour la mise en œuvre du projet au Sénégal qui est le troisième lancement après la Mauritanie et le Niger. Pour Monsieur le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture qui présidait la cérémonie de lancement du Projet au nom du Ministre de l'Agriculture « face à la flambée des prix et la forte progression qu'on connu les prix des facteurs de production les états, les organisations intergouvernementales

et les ONG ont dans un élan de solidarité et de mobilisation tenté d'apporter des solutions ; l'une des idées les mieux partagées a été de relancer la production alimentaire mondiale à travers un renforcement des capacités des entreprises agricoles et des exploitations familiales ; c'est ainsi de l'avis de Mr Cheikh Sadibou Diop Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture que le Président de la République du Sénégal a lancé en 2008 la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) pour trouver une solution à ces crises à travers un soutien massif aux producteurs ; c'est dans ce cadre que la FAO a négocié et obtenu du gouvernement Espagnol le financement du projet d'amélioration de la Production de riz en Afrique de l'Ouest afin de consolider les résultats enregistrés par le pays le Sénégal en matière de sécurité alimentaire et de rechercher des solutions durables à la crise alimentaire.

La structuration du projet de l'avis de Mr Diop et ses méthodes d'approches nous autorisent à fonder beaucoup d'espoir sur sa réussite avec l'approche filière qui permet non seulement de prendre en compte tous les segments de la semence à la commercialisation de la récolte en passant par la production mais également qui intègre la participation de tous les acteurs et de tous genres hommes et femmes avec l'approche « champs-école » qui assure la participation active des producteurs à la base »

Auparavant Madame la Coordinatrice Générale du Bureau Technique de l'Agence Espagnole de la Coopération Internationale pour le Développement au Sénégal(AE-

CID) et Mr Amadou Ouattara Représentant de la FAO au Sénégal ont tour à tour souhaité la bienvenue à tous les participants avant de saluer les nombreux efforts du gouvernement du Sénégal traduits par des mesures politiques hardies qui concourent à réduire l'insécurité alimentaire ; A rappeler que la FAO a joué le rôle d'intermédiation pour obtenir le financement du projet ; elle facilitera et fournira une assistance technique aux structures gouvernementales et privées en charge de la sécurité alimentaire dans les différents pays la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal, aux ONGS, aux Organisations Paysannes et aux Secteurs Privés concernés par la mise en œuvre effective du dit projet ; cette assistance interviendra sur tous les éléments qui constituent la chaîne de valeurs du développement rizicole dans chacun des pays ,partie prenante ; cependant il convient de noter que malgré la nécessité d'une coordination sous régionale du projet ,la mise en œuvre effective du dit projet sera assurée au niveau national, à travers une Unité Nationale de Coordination ; Il convient de signaler en outre la présence au cours de cet atelier de lancement des directeurs généraux ou de leurs représentants des sociétés de développement agricole, des directeurs nationaux et chefs de service, des représentants des partenaires, du représentant du Comité Interprofessionnel du Riz ,des coordonnateurs de projets et programmes, des représentants des OP et des ONGS qui ont tous partagé leurs expériences et leurs approches pour consolider la mise en œuvre efficace du projet

## EXTRAIT DU CONSEIL DES MINISTRES

### Série de dossiers sur l'Agriculture et le développement au menu



Au cours Conseil des Ministres s'est réuni le jeudi 17 février 2011, à partir de 10 heures, au Palais de la République, sous la présidence de Son Excellence Maître Abdoulaye WADE, Président de la République, le Chef de l'Etat a réaffirmé sa volonté d'ériger la transformation alimentaire des produits agricoles en politique économique forte. Aussi, a-t-il instruit le Gouvernement d'encourager les acteurs du secteur à s'investir dans ce créneau, en plus de la consommation de bouche et de la trituration, pour la création d'emplois et de richesses, à travers des processus industriels et semi-industriels de traitement de l'arachide et des autres productions agricoles.

Le Chef de l'Etat s'est par ailleurs fortement réjoui de la percée de la banane sénégalaise sur le marché international, où elle est désormais citée en référence pour sa qualité.

Dans le cadre de la politique de décentralisation et de l'aménagement du territoire, le Chef de l'Etat a décidé de la tenue prochaine d'un Conseil Présidentiel sur la Provincialisation. A cet effet, il a instruit le Ministre d'Etat auprès du Président de la République, Chargé de la Provincialisation et le Ministre des Collectivités Locales et de la Décentralisation de tout mettre en œuvre pour la réussite de cette importante réunion.

Dans le cadre de la politique de diversification de la production agricole, le Ministre de l'Agriculture a informé le Conseil de l'expérimentation de la culture du riz pluvial qui a été lancée dans les régions de Kolda, Tambacounda, Kaffrine, Kaolack et Diourbel. Au regard du succès de cette expérimentation, le Gouvernement, a encore dit le Ministre, a mis en place un programme de production de riz pluvial dans les autres régions du Sud, de l'Est et du Bassin arachidier. Le Ministre de l'Agriculture a par ailleurs rendu compte au Conseil du démarrage de la production d'oignons dans les rives du fleuve Gouloumbou, à Loboya, sur une superficie de 100 hectares. Cette initiative réussie autorise un grand espoir pour le développement de cette culture en vue de satisfaire les besoins en oignons des populations de Tambacounda, Kaffrine, Kédougou et Kolda, a-t-il ajouté.

Le Ministre d'Etat auprès du Président de la République, le Professeur Moustapha SOURANG a évoqué la nécessité de relancer la culture du Jatropha au niveau des gros producteurs. Il a également fait cas de la nécessité, à la demande de certains grands producteurs et du monde paysan, de développer davantage la culture du riz sous pluie dans le cadre du renforcement de la sécurité alimentaire.

Le Ministre d'Etat, Ministre des Mines, de l'Industrie, de l'Agro-industrie et des PME a fait part au Conseil de la mission qu'il a effectuée, du 6 au 9 février 2011 en Afrique du Sud où il a pris part à la 17ème Conférence annuelle « Mining Indaba » à Cape Town.

A cette occasion, le Sénégal a, pour la première fois, animé un stand qui a été visité par plus de 400 visiteurs, comprenant des investisseurs à la recherche de permis de recherche ou de joint-venture, des financiers, des fournisseurs de biens et services.

Par ailleurs, le Ministre d'Etat, Ministre des Mines, de l'Industrie, de l'Agro-industrie et des PME a rendu compte des contacts qu'il a noués, sur instruction du Président de la République, avec la société NUTRISET France. Cette société envisage de réaliser, dans les meilleurs délais, une unité industrielle capable d'absorber une bonne partie de la production arachidière nationale pour fabriquer de nouveaux produits alimentaires essentiellement dédiés aux enfants.

## COOPERATION

# 3ème édition des Rencontres Commerciales Sénégal-Turcs au Sénégal

**Dans le cadre de la coopération bilatérale qui lie la Turquie et le Sénégal et dans l'objectif d'explorer le marché sénégalais, le Ministre Turc des Travaux Publics et du Logement a conduit une délégation de 60 chefs d'Entreprise Turque au Sénégal, du 21 au 23 février. En prélude à cette visite, son Excellence l'Ambassadrice de la Turquie au Sénégal, Mme Asligül ÜGDÜL, a tenu un Point de Presse, le Jeudi 17 février 2011, à partir de 10 heures 30 ? Dans les jardins de l'Ambassade, sise à Fann Résidence, Rue Léo Frobenius ; Elle a saisi cette occasion pour passer en revue l'axe de coopération sénégaloturc et de la position de la Turquie face au reste du monde.**

Babacar SENE



Le gouvernement Turc a défini de nouvelles stratégies pour développer de nouvelles relations avec l'Afrique et c'est dans ce cadre que s'inscrit la 3ème édition des Rencontres Commerciales Sénégal-Turcs au Sénégal. Le ministre des Travaux Publics est invité par son homologue Sénégalais M. Adama Sall. L'Ambassadeur de Turquie au Sénégal explique : « notre objectif c'est d'assurer et de rassurer les investisseurs Turcs au Sénégal. Ils ont déjà démontré un bel exemple de réussite, avec l'ouverture d'une usine de farine qui emploie deux cent (200) sénégalais. Ils sont fiers de cet investissement, consenti depuis trois ans. Le même investisseur a débuté la construction d'une autre usine de fabrication d'aliment bétail et de silos, pour les deux usines de farine et d'aliments bétail. »

## Les relations diplomatiques entre la Turquie et le Sénégal

Les relations diplomatiques entre la Turquie et le Sénégal datent de 1963. L'Ambassade de Turquie est au Sénégal depuis près de 50 ans ; et poursuit l'Ambassadeur, « depuis 15 ans nous avons créé l'école Yavu Selim, une école maternelle jusqu'au lycée et collège, au bac-

calauréat. Il ya aujourd'hui plus de 1400 élèves dans cette école. Son programme est bilingue Français/Anglais. Il ya également le cours de Turc. Pour nous c'est véritablement une réussite d'avoir des Sénégalais et des Sénégalaises qui parlent Turc. C'est très impressionnant. Il y a trois ans nous avons ouvert une Office de Développement et de Coopération Turque qui donne ou qui finance de l'argent pour les projets préparés par les Sénégalais ; par exemple l'année dernière, en 2010, trois millions de dollars ont été investis dans des projets au Sénégal. Nous avons également ouvert Turkish Airlines qui a commencé de s'installer ici au Sénégal. Ce qui augmente le nombre de sénégalais qui visitent la Turquie et même les Turcs qui viennent au Sénégal. Par exemple en 2007 pour le nombre de visas que nous avons donnés c'était 1700. L'année dernière c'était 8000. Notre ambassade a donné huit mille (8 000) visas c'est-à-dire entre 3 ans, il y a eu 5 fois cinq fois plus de Sénégalais sont allés en Turquie. Il y a deux semaines nous avons ouvert une Radio-clinique avec un investisseur Turc qui a fourni les 89% des investissements, c'est-à-dire du capital, et avec ses partenaires Sénégalais, a été ouverte une clinique Cardiologie et ils ont aussi amené des équipements de haute

technologie à Dakar. J'ai appris que c'est la première clinique de cardiologie de la sous région. Dans les prochains mois on va ouvrir l'Hôpital Ophtalmologique. Il y a une diversification de nos relations maintenant dans le domaine du commerce également.

## Sur le plan économique : un dynamisme politique et économique affirmé

Sur l'économie permettez-moi de m'appesantir pour vous donner une idée de l'essor de développement fourni par la Turquie pour se hisser dans le gotha des pays industrialisés. La Turquie manifeste un dynamisme politique et économique qui affirme tout l'intérêt de la communauté internationale ; ce dynamisme est appuyé par le monde musulman ; les pays émergents et les Etats Africains mais également par le monde occidental qui a commencé à mieux analyser la nouvelle stratégie de la Turquie, sa stabilité politique, ses performances économiques, sa politique étrangère proactive et son processus d'adhésion à l'Union Européenne ; voilà les clés principales de ce dynamisme. En plus il y a un gouvernement fort qui met en œuvre les réformes économiques et politiques néces-

saires pour son développement social économique et pour son intégration européenne. La Turquie a vécu une grave crise financière et économique en 2005 et plusieurs efforts structurels dans les domaines des finances étaient consentis ; l'économie de la Turquie était relancée dès cette année 2005 et on continue jusqu'à nos jours. Nous avons pris les précautions nécessaires ; ainsi nous avons pu surmonter la crise économique mondiale avec succès sans dommages majeurs. Nous avons maintenant une banque centrale indépendante et des institutions autonomes pour superviser les banques, les marchés et les différents secteurs de l'économie ; un marché d'emploi plus flexible, un système judiciaire intégrant le mécanisme international de jurisprudence et d'arbitrage, des impôts favorisant les investissements et un programme de privatisation robuste, sont les grands axes des efforts. Grâce aux réformes et au processus d'intégration dans l'Union Européenne, la Turquie a réussi à augmenter sa production et amélioré sa productivité, à relancer ses exportations, surtout les investissements à l'étranger. La Turquie est la 16ème plus grande économie au monde, la 6ème en Europe avec un PNB, s'élevant 742,1 milliards de dollars en 2008 et 616,75 milliards de dollars en 2009. Elle va se positionner en Europe parmi les dix premières dans le monde en 2050. Nous sommes membre du G20. Au niveau mondial, la Turquie est le 6ème fabricant de ciment, le 2ème fabricant de verre plat, le 1er producteur de Bore, le 2ème exportateur de bijouterie et le 6ème exportateur d'habillement. Au niveau Européen, la Turquie est le 1er fabricant de Télévision, le 1er fabricant d'engrais chimique, le 3ème fabricant de carreaux céramiques, le 3ème producteur de fer et d'acier, le 6ème fabricant de réfrigérateurs et le 7ème dans l'industrie automobile. Le taux de croissance de la Turquie était de 7% entre 2002 et 2007, en baisse malheureusement en 2008/2009, à cause de la crise mondiale. Depuis l'année dernière, le taux de croissance a été porté à plus de 10%. Le PNB par habitant a également connu une croissance remarquable entre 2002 et 2007. En 2002 c'était 3300 dollars ; et en 2009 à 8.500 dollars. Le volume commercial de la Turquie qui était de 88 milliards de dollars en 2002 a atteint 277 milliards de dollars en 2007 et 330 milliards de dollars en 2008. Ce chiffre est de 243 milliards de dollars en 2009 et 267 milliards de dollars en 11 mois de l'année 2010. Le montant des exportations de la Turquie qui était de 36,1 milliards de dollars en 2002 a dépassé malgré la crise économique les 131 milliards de dollars en 2008, 102 milliards de dollars en 2009. Les exportations se trouvent au même chiffre à la fin de novembre 2010. Dans le domaine du tourisme, le nombre de touristes visitant la Turquie a dépassé les 24 millions et le revenu du tourisme a atteint plus de 21 milliards de dollars pour 2008. L'inflation annuelle pour 2010 est de 8,57%.

## Intensifier les efforts de libre échange avec le Sénégal

Les efforts les plus importants tirés de ces expériences, c'est qu'il ne faut pas avoir peur d'une résistance envers la libéralisation de l'économie et du commerce extérieur. En effet il s'agit d'intensifier les efforts de libre échange avec le Sénégal mais des décisions vont être prises sous peu. Des signatures sont imminentes. La réponse est toujours attendue. Les opportunités entre le Sénégal et la Turquie sont nombreuses. Il ne faut pas ignorer que le commerce constitue le plus grand volet de nos relations. En 2009, le volume de commerce se situe à 100 millions de dollars. Ce qui n'est pas assez, mais vu l'écart de niveau de développement entre les deux économies on ne peut que penser à équilibrer les échanges. Il s'agit d'intensifier les efforts au sujet d'un partenariat dynamique pour attirer les investisseurs directs vers le Sénégal. A titre d'exemple il est question de nouer des partenariats dans les secteurs comme l'électricité, l'agroalimentaire, les banques, le textile la construction et d'autres etc.

## Sur le plan de la politique étrangère

Sur le plan de la politique étrangère, la Turquie est une clé essentielle dans le dynamisme politique mais économique. Trois facteurs expliquent l'influence grandissante de la politique étrangère turque : la stabilité de l'équilibre, la paix et la prospérité de la Turquie qui a toujours voulu étendre son influence stabilisatrice dans ses régions. C'est pour ces raisons que la Turquie joue un rôle constructif dans tous les conflits et accords de ses régions, que ce soit dans les volcans ou en méditerranée. La Turquie est maintenant un pays industrialisé. Elle a bâti son économie sur des bases industrielles. Il existe un vrai et réel dynamisme.

## L'Agriculture en Turquie

Au début, la Turquie était à 30% agricole, mais depuis plus de 25, voire 30 ans, c'est un pays industrialisé. Ses exportations sont la plupart sur le secteur de l'industrie mais la raison est que les gens qui habitent les régions rurales sont malheureusement immigrés vers les villes. Il y a une forte immigration interne vers les villes industrielles. Les populations qui évoluent dans l'agriculture et dans l'élevage ont baissé. La Turquie n'est plus un pays agricole et rural, maintenant elle est devenue un pays qui importe de la viande mais il est maintenant importateur de blé. La Turquie est devenue cependant un pays industrialisé. Pour les exportations de la Turquie vers le Sénégal, par exemple, en 2010 pour les produits agricoles, représentent près 11 millions de dollars tandis que les produits industriels sont estimés à 62 millions de dollars donc 6 fois ce que la Turquie a exporté vers le Sénégal, 6 fois plus que les produits alimentaires agricoles.

## MAKHARY DIAKHATÉ, PRÉSIDENT KARDESLİK, ASSOCIATION DES HOMMES D'AFFAIRES SÉNÉGALO TURCS

### « Sur le plan agricole, il ya des efforts qui sont très importants à signaler »

« Comme la dit son excellence la Turquie est devenue un pays industrialisé ;néanmoins sur le plan agricole, il ya des efforts qui sont très importants à signaler ;par exemple dans le domaine des légumes et des fruits séchés, la Turquie est très développée dans ce domaine ;au-delà même de la culture sèche des légumes et des fruits pas seulement pour la Turquie mais pour l'Europe et pour les Etats Unis et même pour le Moyen Orient ;je pense que ces expériences peuvent être visualisées au Sénégal ;nous avons essayé depuis trois ans avec des

gens qui sont dans le domaine agricole en Turquie ;on a eu à vérifier dans le domaine des tomates séchées et même des mangues séchées où il ya des surproductions ;depuis trois ans nous sommes entrain de négocier mais c'est difficile et c'est pas facile ;parce que c'est des gens qui ont déjà leur production en Turquie qui ont des marchés aux Etats Unis, en Europe et nous essayons de les attirer pour non seulement venir mais également pour faire un transfert de technologie et d'être un partenariat ;par exemple si on prend au niveau de la vallée du fleuve Sénégal la surproduction de tomate, la Turquie peut être une solution par rapport à cette surproduction qui se gâte ;donc il ya beaucoup de domaines qu'on est entrain d'explorer avec la Turquie avec des méthodes très simples mais très efficaces et exportables ;j'ai une fois dit aux gens qui sont dans le domaine agricole en Turquie si vous venez au Sénégal travailler sur le plan a-

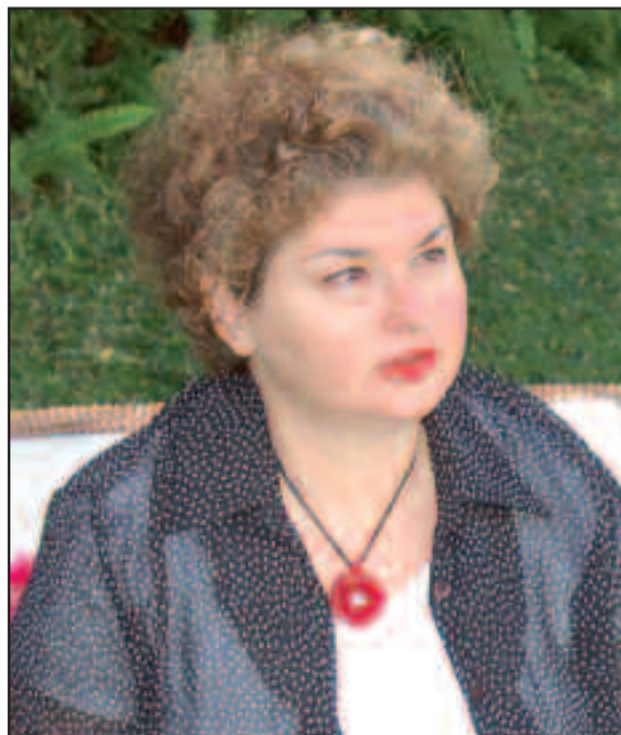


gricole il ya plus d'avantages que si vous restez en Turquie ; parce qu'au Sénégal, on a avec l'AGOA des possibilités et des facilités d'exportation aux Etats Unis et ces mêmes producteurs en Turquie qui produisent en Turquie et exportent vers les Etats Unis, donc s'ils viennent au Sénégal, ils pourront produire et exporter avec nos facilités directement vers les Etats Unis. Et il ya beaucoup de domaines qu'on est entrain d'explorer surtout dans le domaine agricole. »

## SON EXCELLENCE MME ASLIGÜL ÜGDÜL AMBASSADEUR DE LA TURQUIE AU SÉNÉGAL

### Une expérience au service de la diplomatie

Son Excellence Madame ASLIGÜL ÜGDÜL Ambassadeur de la Turquie au Sénégal est diplomate de carrière. Elle a été au ministère des Affaires Etrangères Turc, depuis 1984 et a exercé à divers niveaux de responsabilité avant de rejoindre l'UNSECO à Paris. Elle a également travaillé à MONTREAL, au Canada, dans le secteur de l'aviation civile.



En Grèce aussi, elle a travaillé comme Consul Honoraire, de même à ANVERS en Belgique. Elle a quitté Genève où elle était Représentante Permanente Adjointe de la Mission de la Turquie auprès des Nations Unies, pendant 5 ans, pour venir directement au Sénégal comme Ambassadeur. Le Sénégal est son premier poste comme Ambassadeur. Elle a tour à tour étudié en Turquie et aux Etats Unis. Elle est mariée et mère de deux enfants et son mari est aussi Ambassadeur au Maroc.

**Bonilait**  
INSTANTANÉ / INSTANT  
**UN GOÛT UNIQUE**

12 kg  
10 kg  
5 kg

**BASSILAIT AFRIQUE**  
Droguerie 1 Mile 2198 - BP 47597 Dakar-Liberté  
Tél : 33 861 21 02 - E-mail : bassilitegoce@orange.sn  
- IBS INTERNATIONAL TRADING  
LT 01 - Tél : 00 220 79 112 85 - THE GAMBIA

CERTIFIE ISO 22000

## FORUM SOCIAL MONDIAL DAKAR 2011 : CONVERGENCES RURALES AU "VILLAGE PAYSAN" DU CNCR

### La vision du CNCR

La 11ème édition, Forum Social Mondial (FSM) s'est tenu 06 au 11 février 2011, à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD). Le CNCR a obtenu des organisateurs du FSM 2011 la mise en place d'un « Village paysan » pour accueillir l'ensemble des paysannes et paysans du monde provenant d'Asie, d'Amérique, d'Europe et du continent africain.

#### Le CNCR reçoit les organisations rurales

Le Forum fut une opportunité d'apporter une contribution originale et légitime par rapport aux questions qui concernent la population africaine majoritairement paysanne. A cet effet, le CNCR a négocié et obtenu des organisateurs du FSM 2011 la mise en place d'un « Village paysan » pour accueillir l'ensemble des paysannes et paysans du monde provenant particulièrement d'Asie, d'Amérique, d'Europe et du continent africain. Sur le site du Forum, à l'Université Cheikh Anta

Diop (UCAD), des stands institutionnels ont été aménagés pour constituer le « Village Paysan » qui a abrité des expositions sur les activités et les produits du mouvement paysan africain et international. Une exposition des produits agricoles et des résultats des initiatives de valorisation développées a été organisée au sein du « Village Paysan » pendant toute la durée du forum. Le village fut un cadre pour raffermir les liens de solidarité entre les organisations paysannes provenant du monde entier et développer des stratégies communes pour la sécurisation foncière,

la promotion d'une agriculture paysanne durable et la défense du droit à l'alimentation. Une convergence sur le site du Village Paysan a été organisée le jeudi 10 février. Une occasion d'échanger et de s'exprimer très largement sur la vision et la position paysanne sur la souveraineté alimentaire et les enjeux qui lui sont liés. Un service de restauration pour matérialiser le concept « AFRIQUE NOURRI-CIÈRE » à partir des produits et des mets locaux a été proposé à moindre coût par les femmes du mouvement paysan sénégalais, du lundi 7 au vendredi 11 février.

## 11EME FORUM SOCIAL MONDIAL DE DAKAR Les paysans sénégalais font entendre leur voix

Les paysans sénégalais ont profité de la onzième édition du Forum Social Mondial (FSM), qui s'est tenue à Dakar du 06 au 11 février 2011, pour dévoiler toutes leurs préoccupations, devant les milliers de participants et leaders de renom, venus participer à ce rendez vous mondial. Nous vous proposons ici les propos de Mamadou Cissokho, Président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), par ailleurs auteur du livre « Dieu n'est pas un paysan-Essai sur le mouvement paysan. »

Baba Fall DIOP



#### La mise à mort des paysans !

« Il fut un temps où les Etats africains soutenaient leurs paysans. Puis vint le temps de la sécheresse des Etats, surendettés. Ceux-ci furent mis sous tutelle par le FMI et la Banque Mondiale. « Privatisez,

libéralisez, ouvrez toutes grandes vos frontières », nous dirent-ils, en nous faisant clairement comprendre que, désormais, la gestion des affaires économiques de nos pays, ce n'était plus notre affaire. C'est à ce moment que l'Etat disparut : plus d'encadrement, plus de crédits, plus rien pour nous, les paysans. Dans

le même temps, l'Europe croulait sous les surplus agricoles. Et que croyez-vous qu'il advint ? Ceux-ci furent déversés sur nos pays. Nous, les paysans, non subventionnés, non aidés, nous sommes retrouvés avec des produits trop chers, face à la concurrence déloyale de ceux, largement subventionnés, des



paysans européens. Les paysans, privés de moyens de subsistance, ont déferlé sur les villes, pour aller grossir les rangs des miséreux. On justifia alors l'arrivée massive de produits agricoles à bas prix, pour que les habitants des villes ne se révoltent pas. Mais en même temps, on tuait les paysans locaux.

#### La honte d'être paysan !

Et puis les experts ont déferlé, pour nous aider. Ils nous ont dit qu'on n'était pas compétitif, puisque nous utilisons encore la daba (la binette). Mais personne ne nous donnait rien. Sans soutien, sans appui, nous avons été complètement livrés à nous-mêmes. Les programmes d'ajustement structurels ont rompu le lien de confiance entre l'Etat et les paysans, qui fournissaient pourtant l'essentiel du Produit intérieur brut. Nous nous sommes dit : comme il n'y a plus d'Etat, plus aucune structure pour nous soutenir, nous devons nous occuper nous-mêmes de nous. C'est dans ce contexte que sont nées les organisations de producteurs agricoles, telles que nous les connaissons aujourd'hui. Les mouvements de paysans, révoltés par leur situation, sont partis des villages, jusqu'au niveau national. A cette époque, le statut de paysan était tellement dévalorisé que lorsqu'on demandait à un paysan : quel est ton métier, il répondait : « Je n'en ai pas », tellement il avait le sentiment de n'être rien. Nous avons franchi plusieurs étapes pour tenter de parvenir à améliorer notre propre situation. Mais nous devons continuer à nous battre pour survivre.

#### La ruée sur nos terres !

Notre nouveau défi : combattre l'accaparement de nos propres terres

par des pays étrangers et des sociétés privées. Celles-ci sont bradées par nos propres autorités, souvent sur la pression des plus hauts responsables du pays. Nous tentons de faire pression sur nos élus locaux, pour qu'ils cessent de vendre nos terres aux plus offrants. Mais au Sénégal, le mouvement paysan pour lutter contre l'accaparement des terres est encore trop faible, aussi par manque d'informations. Nous avons demandé que soit reconnue la propriété des exploitations familiales sur les terres qu'elles occupent, que les espaces de brousse, dans chaque village, soient reconnus comme propriété des villages, que les autres espaces qui entourent le village soient considérés comme des biens communautaires gérés par tous. Alors on nous a dit : avec ça, les investisseurs ne vont pas venir, car ils ne se sentiront pas sécurisés. Alors, pour attirer des investisseurs, nous devons être rien chez nous ? Si un investisseur vient chez nous, il doit pouvoir bénéficier de toutes les assurances. Pourquoi tout le monde doit être sécurisé, sauf nous ? Pourquoi les paysans n'auraient aucune garantie ? Personne ne se préoccupe de nous, si nous avons des problèmes, on va à la mosquée ou à l'église pour prier, c'est tout. Mais l'économie doit être juste pour tout le monde, pas seulement pour les investisseurs étrangers. Comment nourrir l'Afrique ? Nous, les paysans, nous le savons, qu'on nous laisse simplement travailler, sans nous mettre perpétuellement des bâtons dans les roues, avec l'OMC, la Banque mondiale, le FMI, le bradage de nos terres, les semences transgéniques, et tous ces experts qui viennent nous fatiguer. »

## PROGRAMME USAID/ERA (EDUCATION ET LA RECHERCHE EN AGRICULTURE)

### L'appui de l'USAID

**Le Projet USAID/ERA (Education et la Recherche en Agriculture) est une initiative du Gouvernement américain qui vise le renforcement des capacités institutionnelles et humaines dans le domaine de l'éducation et de la recherche agricole au Sénégal. Le projet sera conduit en parfaite synergie avec les différentes politiques agricoles du Sénégal avec une grande implication du secteur privé. D'une durée de 5 ans, le projet est financé par l'USAID dans le cadre de l'initiative « Feed the future » et entend, à terme, mettre en place un système agricole durable qui favorise la productivité, la rentabilité, la croissance économique et la sécurité alimentaire.**

## Entretien avec...

**Agropasteur : Quelle est la pertinence du projet USAID/ERA que nous venons inaugurer aujourd'hui ?**

**Dunham Rowley :** Concernant la pertinence, il s'agit du développement de toutes les capacités humaines, qui interviennent dans la formation de l'Agriculture et le transfert de technologie qui étaient couvertes par tous les moyens de recherche en agriculture et pour la mise en œuvre de toutes ces technologies entre les mains des producteurs dans nos pays, pour les fermiers, les paysans, les groupements de producteurs et certainement les Agrobusiness.

**L'Education/la Formation sur lesquelles vous fondez la pertinence de votre projet concerneront-elles les producteurs qui sont les vrais acteurs agricoles ?**

Les Organisations des Producteurs sont vraiment impliqués ; et nous comptons les écouter ; surtout tout ce qui concerne leurs besoins de promouvoir leur production et aussi pour nous donner les conseils en vue de pouvoir modifier tous les problèmes de formation dans les écoles, les centres de formation pour que ça soit mieux adapté pour ceux qui produisent dans le territoire sénégalais.

**Ferez vous fi de ce qui avait existé auparavant et aux projets/programmes ?**

Nous voulons avoir une idée et puis collaborer. Le principe de base est de toujours collaborer avec ce qui a existé auparavant, échanger des expériences, surtout en organisant les producteurs et tout ce qui concerne la production agricole dans le pays pour pouvoir s'entendre entre nous et pour être mieux informé sur les besoins, surtout sur le plan Education et la mise en œuvre de personnes, de tout le système de travail pour pouvoir améliorer la production. C'est la première chose ; l'amélioration des productions, dans le domaine de l'élevage, des productions de semences ou bien dans toutes les filières de production dans le pays. Nous voulons que les institutions de base, les institutions de formation, soient de plus en plus capa-



bles de répondre aux besoins des producteurs.

**50 ans de présence USAID au Sénégal coïncide avec les 50 ans des indépendances africaines surtout pour le Sénégal. Aujourd'hui, vous présentez un nouveau modèle de développement agricole parce que l'agriculture ne va pas ; avec ce modèle nouveau, pensez-vous enfin développer ou dynamiser l'agriculture sénégalaise ?**

Nous espérons vraiment, parce qu'il s'agit de réformer les gens, après avoir constaté un réel manque de consécration et de priorisation sur le secteur agricole depuis peut être 20 ans. Nous allons renforcer notre assistance du point de vue de l'extérieur pour le secteur agricole maintenant, puisque tout change dans ce monde, du point de vue de l'environnement et du changement de climat. Nous devons de plus en plus être conscients par rapport à tout ce qui concerne la production alimen-

taire pour le pays. Nous visons à beaucoup changer nos politiques de subvention et d'intervention et de l'assistance du côté de l'USAID et certainement à travers les donateurs qui se mettent de plus en plus conscients par ce que nous devons faire sur le plan de la production alimentaire dans tous les pays.

**Pouvez vous nous confirmer le montant du financement du projet et de sa durée ?**

En moyenne, parce que les besoins sont vraiment énormes. Nous considérerons que tout soit en terme d'investissement : investissement dans les institutions qui forment les gens, qui vont transférer les technologies, qui vont permettre de meilleurs résultats dans la production agricole, et c'est dans ce sens que nous voyons ce que nous allons faire à travers chacune de nos institutions ciblées ; c'est une question d'investissement.

**Sur quel modèle l'Agriculture américaine est basée ; peut on le partager ?**

C'est ce que nous allons faire, c'est ce que le Ministre nous a expliqué. Il faut suivre autant que possible le modèle qui était avancé par les Etats-Unis. Le Land Ground System qui, dans le système unifié, englobe la recherche, l'agriculture, l'apprentissage et la pratique, tandis que dans le système français, toutes ces fonctions sont là mais elles ne sont attachées, liées correctement. Parfois les chercheurs font très bien la recherche mais ils ne partagent pas les résultats de cette recherche avec les autres institutions concernées et aussi bien que pour les producteurs. Il faut donc vraiment trouver des moyens institutionnels pour partager la connaissance agricole dans ce pays. Il s'agit de la connaissance qui se transforme en technologie et puis les fermiers acceptant ces technologies au fur et à mesure que leur productivité s'élargit.

**Pouvez vous partager sur l'initiative « Feed the future » du Président Barack OBAMA ?**

« Feed the future » est une excellente initiative de notre Président Barack OBAMA. Je suis très fier de lui. C'est son premier lancement pour une initiative dans le développement ; et je crois qu'il trou-

vera un bon écho, une très bonne position pour lancer, parce que pour « Feed the future », il s'agit certainement de la croissance de la productivité agricole mais aussi bien la nutrition. Il y a 41% des enfants de moins de 5 ans qui sont mal nourris dans ce pays ; 41% ce n'est pas acceptable dans notre monde, ce n'est pas du tout acceptable je le répète ; donc il vise principalement la croissance de la productivité, aussi bien l'amélioration de la nutrition, celle des compétences et des capacités des institutions qui gèrent et organisent tous les domaines de l'Agriculture dans ce pays.

**Et votre dernier mot. What next and next What ?**

Je suis très fier d'être une partie de ce projet parce qu'il y'a un premier essai, ou une première expérimentation sur le problème de la production agricole. C'est à travers la croissance des capacités de toutes les institutions concernées que nous basons notre objectif de la croissance de la production agricole dans le pays. C'est sûr et certain que ça doit passer dans les esprits des gens et la connaissance dont l'USAID dispose pour améliorer les résultats agricoles.

## LE PROJET USAID/ERA LANCÉ AU SÉNÉGAL Offensive vers une croissance économique durable

**En relation avec le secteur privé, le Projet USAID/ERA ambitionne de mettre en place un système agricole durable. Selon les autorités sénégalaises et américaines, le projet va également favoriser la productivité, la croissance économique et la sécurité alimentaire.**

Selon la FAO, plus de 45% des ménages sénégalais sont vulnérables à l'insécurité alimentaire. Il est donc nécessaire d'asseoir une accélération de la croissance à grande échelle du secteur agricole, une meilleure performance des marchés internes et un renforcement général des capacités humaines, et institutionnelles dans le domaine agricole, des préoccupations majeures de ce projet dénommées Education, Recherche en Agriculture. Selon le Ministre de l'Enseignement Supérieur, Amadou Tidiane BA, ce projet USAID/ERA financé par l'USAID/SN pour la mise en œuvre de la politique du gouvernement américain dénommée « Feed the future » constitue une révolution dans le système francophone. Son originalité consiste à mettre les institutions d'enseignement et de formation université/centre de formation qui sont capables de former les cadres pour le secteur privé, un meilleur cadre d'avenir, financé par le gouvernement des Etats-Unis, à hauteur de 13 milliards.

Ce projet USAID/ERA, dont la mise en œuvre est assurée par l'Université Virginia Tech, est un des Instituts Sénégalais, qui mettra un accent particulier sur la mise en place d'infrastructures agricoles de base, des outils indispensables pour une croissance économique durable. Selon Farba MBAYE, la première année, les priorités sont de travailler avec les Centres de formation, d'abord pour les aider à améliorer leurs conditions de travail. Il s'agira de consentir des investissements aussi bien dans les infrastructures que dans la formation des cadres techniques mais aussi administratifs et financiers.

Ainsi, pendant les 5 ans, période que va durer le projet, Américains et Sénégalais vont travailler ensemble pour favoriser la collaboration multi institutionnelle et pluridisciplinaire entre Universités, Centres de formation et Instituts de recherche, favoriser l'approche Genre et l'Equité dans l'exécution du programme, un des résultats auxquels doivent parvenir les animateurs du projet. En plus, il s'agit d'aider les Institutions d'Education Recherche en Agriculture à répondre aux besoins du marché, améliorer la bonne gouvernance dans la gestion de ces institutions et favoriser la collaboration multidimensionnelle et pluridisciplinaire entre les Universités, Centres de Formation et Instituts de Recherche.

MR ABDOURAHMANE FAYE  
CHEF DU BUREAU DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE AGRICOLE (BFPA)

## Renforcement des capacités des acteurs

**Aux termes de la Loi d'Orientation AgroSylvoPastorale (LOASP) de 2004, la formation est devenue un droit pour les producteurs et pour les acteurs du monde rural. Cette formation est un devoir pour l'Etat qui, pour s'acquitter de ce devoir doit s'appuyer sur toutes les structures qui développent des initiatives de formation. Les acteurs renforcent ainsi leurs capacités.**

**Babacar SENE**



### Agropasteur : Quel sens revêt l'atelier que vous venez d'organiser ?

**Abdourahmane Faye :** Cet atelier national est le troisième que les acteurs de la Formation Agricole et Rurale du Sénégal organisent pour réfléchir sur la manière dont ils ont été formés depuis un certain temps. Aux termes de la Loi d'Orientation AgroSylvoPastorale (LOASP) de 2004, la formation est devenue un droit pour les producteurs et pour les acteurs du monde rural. Cette formation est un devoir pour l'Etat qui, pour s'acquitter de ce devoir doit s'appuyer sur toutes les structures qui développent des initiatives de formation parce que les seules structures qui existent ne suffisent pas. Il faut que l'Etat utilise ses propres structures publiques mais également s'appuie sur ce que font les structures non publiques ou non étatiques en matière de formation. C'est ce qui ex-

plique le rôle de Bureau de la Formation Professionnelle Agricole et Rurale, un rôle de coordination des activités de formation qui se font en direction des Producteurs Agricoles. Evidemment la finalité de cette coordination, c'est de faire en sorte qu'elle joue son rôle à savoir développer les Exploitations Agricoles parce que la formation améliore la productivité du travail des exploitants. Et la productivité, c'est de meilleures performances pour les exploitations. Si elles se développent, l'agriculture se développe aussi. La finalité de la formation, c'est celle de la coordination qui revient comme rôle au Bureau de la Formation, qui est une coordination de toutes les initiatives de formation, étatique ou non étatique, qui se font sur toute l'étendue du territoire national. Cet atelier donc était véritablement le lieu de réunir l'ensemble des acteurs qui développent des initiatives de formation sur le terrain pour que ces acteurs exposent leurs ap-

proches, leur stratégie et rendent compte des difficultés auxquelles ils sont confrontés et ensemble qu'ils puissent voir quels sont les apports que l'Etat peut faire pour que ces difficultés puissent être atténuées et pour que les conditions d'intervention de ces acteurs puissent être les meilleures possibles. Tel est le but de l'atelier : échanger des expériences, nouer des accords et des consensus pour mieux aller de l'avant et avancer dans le sens de la réalisation du droit à la formation.

### Pouvez vous revenir sur les temps forts de l'atelier ?

Il y a eu trois moments forts qui ont marqué l'atelier. Le premier c'est le moment où les acteurs qu'on a réunis, et qui venaient du terrain, les acteurs ont entendu d'abord ce que l'Etat fait en direction de la formation des producteurs du monde rural. L'Etat a des politiques en faveur de la formation. Il a aussi des politiques en faveur de l'agriculture. Le premier moment a été de présenter aux participants les initiatives de l'Etat en matière de politique agricole et de politique de formation. On a présenté également le PNIA et le cadre stratégique qui sont les principaux instruments de politique du ministère de l'Agriculture, pour que les acteurs sachent que là où ils sont. Il y a quelque part des lieux où existent des ressources, qu'ils peuvent mobiliser, parce que dédiées aux actions qu'ils mènent, mais s'ils ne le connaissent pas et ils ne vont pas vers ces sources et celles-ci ne viennent pas non plus aux acteurs. Il appartient aux acteurs d'aller vers ces sources. Le deuxième moment fort a consisté pour les acteurs à venir présenter leurs propres initiatives. On a sélectionné un certain nombre d'initiatives qui se déroulent dans les régions et les acteurs, c'est-à-dire ceux qui les ont vécus, ont chacun présenté son initiative en disant moi voilà ce que je fais, voilà comment j'ai réfléchi, voilà comment l'idée m'est venue, quand l'idée m'est venue, comment je m'y suis pris, comment j'ai évolué, voilà aujourd'hui où j'en suis, et maintenant si je refais tout ce chemin, je peux tirer les leçons que voilà; et il reçoit les apports des autres participants. Il se sent ainsi mieux de pouvoir envisager autrement son avenir. Il s'est fait connaître par les partici-

pants et il a reçu leurs apports. Il connaît maintenant bien son environnement global. Quelles les opportunités qui s'offrent à lui, quelles sont les possibilités qui lui sont offertes. Le troisième moment fort, c'est quand les participants se sont regroupés en groupes de travail, en atelier, tout ce qu'ils ont entendu en terme d'environnement global, d'initiatives. Ils ont essayé de réfléchir à l'intérieur des ateliers sur ce qui peut être fait de mieux pour que la formation telle que ça ressort dans les trois missions du BFPA, la formation des jeunes c'est-à-dire les encadreurs de demain, celle des agents, les encadreurs d'aujourd'hui et la formation des producteurs qui sont encadrés et comment, à partir des expériences, voir comment on peut faire pour mieux les améliorer et aller dans le sens de la formation des producteurs. De ces ateliers sont sorties des recommandations, lesquelles recommandations vont constituer l'objet de travail du Groupe Thématique ultérieurement.

### Quelles sont ces recommandations ?

Nous avons deux catégories de conclusions, d'une part, d'ordre général dont la première s'articule autour du renforcement de la BFPA, avec des moyens institutionnels et matériels, pour véritablement jouer son rôle qui est indispensable au développement de l'agriculture et au développement des initiatives de formations des agriculteurs. Il y a beaucoup d'initiatives de formation. Les gens ont tellement intégré aussi la formation dans leur subconscient que ceux qui n'ont pas une offre de formation se débrouillent toujours. Les populations peuvent avoir accès à des formations. Il y a l'expérience de Kolda où dans des zones où presque il n'y a pas d'écoles, les gens se sont débrouillés à travers une petite ONG locale pour créer ce qu'on appelle les Ecoles Communautaires de Base. Cette expérience a été présentée et c'était merveilleux. Le rôle de la coordination du BFPA a été mis en exergue au cours de cet atelier. Concernant les recommandations, la première se résume au problème de moyens dont peut disposer le BFPA et qui est une nécessité impérieuse. La deuxième : si le BFPA a les moyens, ça doit être les moyens de mettre en œuvre le consensus ou bien les décisions de l'ensemble des acteurs. La formation appartient à l'ensemble des acteurs qui mettent en œuvre des initiatives. Il faut donc que ces acteurs, au niveau national et régional, trouvent des cadres de concertation. Au niveau national, il faut un cadre de concertation qui puisse dire que le Sénégal ne peut pas aller de l'avant, parce que le pays est mal doté en ressources de formation, donc en capacité. Au niveau régional, il faut que chaque région puisse dire dans ma région, en matière de formation et de compétences, est mal lotie. Ce qui pourrait être mis en relation avec les retards que je connais. On ne le dit pas. Ce n'est pas parce que ça n'existe pas, mais parce que il n'y a pas d'instances pour le dire. On a dit qu'il faut que le BFPA travaille à ce que ces instances se mettent en place et fonctionnent dans ce sens et c'est comme

ça que le droit à la formation sera quelque chose de concret pour les acteurs. Une troisième recommandation générale importante c'est qu'à partir du moment que les initiatives sont multiples en matière de formation, si on veut apporter des ressources aux acteurs de la formation, il ne faut pas le faire en distribuant, à parts égales, les moyens qu'on a. Ce qu'il faut faire c'est de mettre en place un instrument de financement qui permet à ceux qui ont le plus de potentiel de faire la formation, d'avoir des activités de formation. Ceux qui ne l'ont pas, le feront au rythme où ils le peuvent. C'est ce qu'on appelle le Fonds de Formation. Cela a été déjà expérimenté. Cette expérience a été présentée et les participants ont demandé sa généralisation. Il y a deux autres recommandations spécifiques, concernant d'autres recommandations. Il y a une recommandation pour la formation initiale, c'est-à-dire la formation de jeunes, les encadreurs de demain. Il faut que les établissements qui font la formation initiale et qui se trouvent dans un même territoire établissent des passerelles entre elles, des passerelles fonctionnelles et des passerelles en termes de sujet de travail. S'ils établissent ces passerelles par exemple dans la zone de Dakar on aura un pôle de Formation Agricole et Rurale à Dakar, constitué de centres qui forment les gens du niveau CEPE jusqu'au centre qui sortent des Docteurs, voire des Ingénieurs. Il faut un mécanisme de travail en commun. On saura qu'on a un pôle à Dakar, ce qui veut dire que les autres techniciens doivent en profiter. La formation est un droit pour les ruraux et on doit pouvoir dire sur le territoire de Dakar que chaque exploitation agricole familiale doit pouvoir bénéficier chaque année de cent heures de formation. On a dit dans l'atelier que c'est la formation qui améliore le rendement du travail. On veut le développement des exploitations. Chaque exploitation polarisée par ce pôle de formation a droit à 100 heures de formation par an. Elle peut dire je ne prends pas les 100 heures cette année. Je les garde pendant 3 ans, ça me donne 2 à 3 mois. J'envoie mon représentant prendre une formation qui va lui donner un profil plus spécifique, ou bien chaque année il prend 100 heures de formation et ça concrétise le droit à la formation. Ceci pour la formation initiale. Pour la formation des producteurs, on a dit qu'il faut un crédit horaire pour cette formation. C'est ainsi qu'on veut que le droit à la formation soit quelque chose de concret.

### Votre dernier mot ?

Aujourd'hui, nous sommes sortis de cet atelier avec des recommandations très claires. Le mandat est très clair aussi. Ce que nous avons à faire, c'est de traduire ces recommandations en textes d'application. Ce que nous allons faire, c'est de réunir immédiatement le groupe thématique et de nous répartir les tâches. Chaque sous-groupe ira travailler avec les as d'un projet finalisé qui constitue le consensus de tous les acteurs pour mettre en œuvre ces applications. Nous irons dans ce sens.

## CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

### Mieux impliquer la société civile

**Des formations, études de cas, discussions et échanges en tous genres ont, pendant quatre jours, largement nourri la réflexion pour une meilleure implication des ONG ouest-africaines dans la conservation en général et la gestion des aires protégées en particulier.**

Cette initiative a été organisée autour de six thématiques constituant chacune un chapitre. Chaque chapitre traite d'un thème abordé en formation au cours du forum. Les textes de base des chapitres sont tirés des résumés des formations et présentent le thème en se basant sur l'expérience d'un pays donné ou de manière assez générale en Afrique de l'Ouest. Des résumés d'études de cas et des études de cas détaillées qui constituent des exemples précis viennent étayer le texte du chapitre. Il s'agit d'expériences concrètes menées par des ONG de conservation en Afrique de l'Ouest. Elles peuvent être sources d'inspiration pour d'autres initiatives dans la sous région. Des analyses et recommandations à l'endroit de l'ensemble des acteurs de la conservation de la biodiversité en Afrique de l'Ouest sur le sujet traité permettent de conclure chaque chapitre.

Pour une implication de la société civile dans la conservation de la biodiversité en Afrique de l'Ouest a été présenté Par Simon Mériaux, Coordonnateur programme « D » de la FIBA. Selon lui à notre époque, il n'est plus de convention ou d'accord international qui ne fasse la promotion d'un appui à la société civile en général, et à celle des pays du Sud en particulier. A ce titre, l'Accord de Cotonou, signé en 2000 entre l'Union Européenne et les Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), ou encore la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005), sont très représentatifs de la place centrale accordée aujourd'hui aux organisations de la société civile (OSC) dans les processus de développement et de coopération. Qu'en est-il dans le domaine de la conservation de la biodiversité ? Dans la perspective du « développement durable », les activités de développement des pays du Sud étant théoriquement intimement liées à la gestion et à la préservation des ressources naturelles, il apparaît que les OSC sont aujourd'hui considérées comme des acteurs essentiels de la gestion de la biodiversité.

A titre d'exemple, la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) du Sommet de la Terre de Rio (1992) insiste sur l'implication de la société civile dans les stratégies de conservation et de gestion des ressources naturelles. Comme le soulignent Glowka L. et Devitre D., « la référence au secteur non-gouvernemental est nouvelle dans une convention internationale ». Ainsi la CDB reflète l'idée selon laquelle la société civile apporte une certaine expertise, un ancrage local et une durabilité supérieure aux activités de gestion de la biodiversité. Normalement is-

sues de la structuration volontaire de citoyens autour d'activités et de valeurs communes, les OSC sont censées porter, plus que les structures étatiques, les aspirations des communautés. Ainsi, et contrairement aux structures étatiques qui incarnent, via le suffrage universel, les choix de l'ensemble des citoyens d'un pays, les ONG ont très souvent une représentativité et une légitimité à portée beaucoup plus locale. A ce titre, et dans la perspective d'une gestion participative qui sous-tend actuellement tout projet de conservation, les acteurs de la société civile constituent un intervenant incontournable.

De nombreux avantages de l'implication directe des acteurs locaux dans la gestion des ressources naturelles (concernant les zones humides) ont été recensés dans un document du « Social policy group » de l'UICN : « Usage plus efficient et plus durable des ressources là où les acteurs locaux s'impliquent et appliquent les leçons apprises ailleurs, Développement plus rapide et plus intégré, qui prend en compte les besoins des habitants autant que les impacts locaux de leurs activités, mais aussi en dehors de leur aire d'implantation immédiate, Développement des économies locales et régionales, avec des opportunités de travail pour les habitants, Amélioration des conditions de vie, Amélioration des relations entre les services de l'Etat, les communautés et les ONGS, (moins de conflits entre les différents usagers, les groupes de plaidoyer et les gestionnaires), Diminution des infractions aux règles de gestion, Amélioration des compétences de base de la communauté, Prise de conscience des enjeux environnementaux et renforcement des capacités des acteurs locaux, Amélioration de la cohésion de la communauté, Diffusion pour une plus grande participation et un meilleur développement dans d'autres domaines comme la santé, le bien-être social, la prévention des crimes etc. »

De plus, comme le montre E. Mapedza, l'implication des populations locales, via les ONG ou non, dans la conception et la mise en œuvre des projets de conservation, peut aussi procurer un gage de durabilité des projets, notamment lors d'événements de déstabilisation politique ou de conflits.

Mais plus généralement, et en dehors de ces avantages immédiats pour la conservation de la biodiversité, le recours aux acteurs de la société civile procède d'une tendance globale, au Nord comme au Sud, vers une démocratie plus directe : «

les régimes de gestion participative dans les aires protégées sont à replacer dans le contexte d'une évolution sociale allant dans le sens d'une démocratie plus directe et plus participative. Avec celle-ci, la société civile-organisée, selon des formes correspondant à des conditions variables assume des rôles et des responsabilités de plus en plus importantes » (Borrini-Feyerabend G.) Dans cette perspective, A. N. Taïbi et al. soulignent « l'évolution des conceptions dominantes concernant les politiques de gestion des parcs et aires protégées en Afrique », où l'on est passé de la conservation contre les populations à une conservation pour les populations, avec les populations et par les populations..

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que de nombreux bailleurs (fondations, acteurs privés, agences de coopération bilatérales, bailleurs multilatéraux etc.) attribuent des fonds aux OSC pour leur permettre de mettre en œuvre des petits projets de gestion de la biodiversité. En Afrique de l'Ouest, deux bailleurs ont ainsi

largement contribué au financement de projets de conservation, par l'attribution de petites subventions (Small Grants) aux ONG nationales : le Comité néerlandais de l'UICN a ainsi financé plus de 65 projets depuis janvier 2007 en Afrique de l'Ouest, au travers de son Ecosystem Grants Programme.

De son côté, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), au travers de son Programme Petites Initiatives a aussi financé 90 projets entre 2006 et 2010. Les ONG bénéficiaires de ces appuis ont accumulé des expériences, des connaissances et des compétences intéressantes en matière de gestion effective des aires protégées. Cependant, il faut bien constater que ces acquis ne sont pas bien connus et diffusés, la mise en œuvre

des actions locales en matière de gestion des aires protégées est inégalement efficace, et il est nécessaire de procéder à une mise à jour de cette approche du fait des nouvelles tendances qui influent sur la conservation, notamment en matière de changements climatiques, développement local et gouvernance. Conscients de cette situation, les deux bailleurs, associés au Programme Aires Protégées d'Afrique du Centre et de l'Ouest (PAPACO) de l'UICN et à la FIBA (Fondation internationale du Banc d'Arguin), ont décidé de rassembler lors d'un atelier un certain nombre d'OSC intervenant dans la gestion des aires protégées. Cet atelier, qui s'est tenu à Ouagadougou, du 1er au 04 juin 2010 avait pour objectif global de renforcer

les capacités d'action des ONG locales des pays du sud, afin qu'elles puissent contribuer de manière plus efficace à la conservation des aires protégées et de la biodiversité, en Afrique de l'Ouest.

Le présent document a pour objectif de rendre compte des formations, études de cas, discussions et échanges en tous genres qui, pendant quatre jours, ont largement nourri la réflexion pour une meilleure implication des ONG ouest-africaines dans la conservation en général et la gestion des aires protégées en particulier. Il est organisé autour de six thématiques constituant chacune un chapitre.

Chaque chapitre traite d'un thème abordé en formation au cours du forum. Les textes de base des chapitres sont tirés des résumés des formations et présentent le thème en se basant sur l'expérience d'un pays donné ou de manière assez générale en Afrique de l'Ouest. Des résumés d'études de cas et des études de cas détaillées qui constituent des exemples précis viennent étayer le texte du chapitre. Il s'agit d'expériences concrètes menées par des ONG de conservation en Afrique de l'Ouest. Elles peuvent être sources d'inspiration pour d'autres initiatives dans la sous région.

Des analyses et recommandations à l'endroit de l'ensemble des acteurs de la conservation de la biodiversité en Afrique de l'Ouest sur le sujet traité permettent de conclure chaque chapitre

## Greenpeace dénonce la surexploitation par l'UE des ressources marines d'Afrique de l'ouest

**L'Organisation Greenpeace International, dans un rapport d'expédition dénommé « cette Afrique qui nourrit l'Europe », rendu public à l'occasion du onzième Forum social mondial (FSM) qui a pris fin le vendredi 11 février à Dakar, dénonce la surexploitation des ressources marines en Afrique de l'ouest par l'Union Européenne (UE).**

Le document de 16 pages présenté à la presse, donne une vue d'ensemble des types de navires rencontrés lors d'une expédition menée pendant cinq semaines par Greenpeace, du 24 février au 1er avril 2010 dans les eaux du Sénégal et de la Mauritanie pour essayer de comprendre l'envergure de la pêche étrangère dans la région. Il montre que durant cette période, le bateau Arctic Sunrise de Greenpeace, a rencontré 126 navires de pêche et 4 navires cargo frigorifiques dont 93 navires étrangers répertoriés, 61 provenant de l'UE et 26 chalutiers mauritaniens et sénégalais en plus de plusieurs dizaines de pirogues locales. Le rapport souligne les problèmes liés à la surpêche à travers des exemples spécifiques. Ainsi, selon Raoul Monsembula de Greenpeace, les « soi disant » accords de partenariat de pêche de l'UE a signé avec les pays d'Afrique de l'ouest, du fait des déclinés de stocks halieutiques dans ses eaux, au lieu d'assurer la transparence des activités de pêche ne sont faits que pour piller les eaux du continent. Greenpeace est témoin de pillage en Afrique de l'ouest par la pêche illégale et non réglementée et non rapportée, a-t-il ajouté avant de poursuivre que la surpêche vide les mers, à tel point que la nature n'est plus capable de se régénérer. La surpêche est l'une des plus grandes menaces dont souffrent les océans du monde aujourd'hui. Cette surcapacité a conduit à l'état actuel de pauvreté des pêcheries et des eaux, révèle le rapport de Greenpeace.

Citant l'Organisation des Nations-Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO), le rapport montre que plus de 75% des stocks halieutiques sont exploités, surexploités ou épuisés. Il s'y ajoute que certaines espèces ont été pêchées jusqu'à leur extinction, et de nombreuses autres espèces sont en voie de disparition. Greenpeace veut que l'UE s'attèle à récupérer ses propres stocks halieutiques, par la création de réserves marines et en adoptant des pratiques de pêche durable, au lieu de transférer le problème de la surpêche de l'UE à d'autres eaux. L'organisation internationale appelle aussi entre autres, à la réduction de flotte étrangère et à une variante dans la structure de la flotte à travers des pêcheries répondant aux normes de l'environnement et acceptables qui arrêteraient la surpêche et les pratiques destructrices.

**Baba Fall DIOP**

## SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE PARIS EDITION 2011

# Des opportunités de partenariat mises en exergue

**C'est parti pour l'édition 2011 du Salon International de l'Agriculture de Paris dont le coup d'envoi a été donné par le Président de la République Française son Excellence Nicolas Sarkozy. Le Sénégal prend encore part à cette grande manifestation agricole du monde entier qui se tient chaque année au Parc des Expositions, Porte de Versailles. La délégation sénégalaise, sous la conduite du Ministre Khadim Guéye, Ministre de l'Agriculture est au rendez vous, comme à chaque édition pour présenter les opportunités et potentialités agricoles du Sénégal.**

**Ousmane SENE et Aida SALL à Paris**



Les Ministres Khadim Guéye de l'Agriculture et le Dr Oumou Khayri Guéye Seck de l'Elevage, accompagnés de Son Excellence Maïmouna Sourang Ndir Ambassadeur du Sénégal à Paris ont visité les différents stands du Pavillon Sénégal, sis au Hall 3 du Parc des Ex-

positions, Porte de Versailles. Par ailleurs, une trentaine d'exposants, en plus des visiteurs professionnels, occupent les 228 m2 du Pavillon réservé à notre pays.

Le Salon International de l'Agriculture de Paris présente beaucoup d'opportunités pour l'intensification agricole du Sénégal. Avec la Chambre de Commerce de l'Industrie de l'Agriculture de Dakar-Sénégal (C-CIAD), une stratégie de collaboration est déjà mise en branle. M. Mamadou Lamine Niang, Président de la Chambre de Commerce de l'Industrie et de l'Agriculture de Dakar, indique : « nous avons encore mis l'accent cette année sur les petits producteurs. Nous avons également amené à peu près une trentaine d'exposants, dont une vingtaine de petits producteurs. Des contacts intéressants commencent déjà à se nouer. Le nombre de visiteurs autour de notre stand du Sénégal est un indicateur de l'intérêt qu'il suscite. Ils sont nombreux à venir voir nos produits, discuter avec nos agriculteurs et nos commerciaux. Je pense que d'ici la fin du Salon il va y avoir beaucoup de contacts qui vont se nouer. Nous allons suivre derrière pour encadrer ces opérateurs économiques qui auraient des contacts. »

En matière d'Agriculture, la France dispose d'une certaine expérience, socle d'une diversification des variétés agricoles qui constitue son essor aujourd'hui ; une diversification accompagnée d'une mécanisation poussée.

Le Ministre sénégalais de l'Agriculture M. Khadim Guéye ajoute : « nous sommes venus, comme les années précédentes, présenter les opportunités du Sénégal dans le domaine de l'agriculture, au sens large et l'agro-industrie, présenter les structures d'état mais aussi présenter les fabricants les transformateurs de produits agricoles. Il y a de grandes perspectives de partenariat et une stratégie développée par le Président de la République, son Excellence Me Abdoulaye Wade, pour la diversification de l'agriculture. Jadis, nous avions une agriculture basée sur des productions d'arachide, de mil etc. et depuis quelques années, la diversification se fait de manière très rapide avec le développement de la production de riz, de la production d'oignons, de tomates, des fruits et légumes, du maïs, du manioc etc. Donc le premier axe de développement de l'agriculture sénégalaise, c'est la diversification.

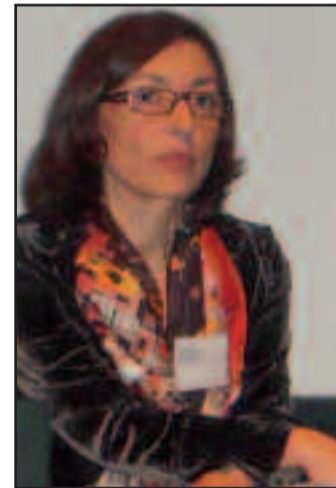
Le deuxième axe, c'est l'élargissement de la base productive, c'est-à-dire l'utilisation de maximum de terres, avec les aménagements au niveau de la Vallée du Fleuve Sénégal, mais aussi au niveau des Vallées de la Gambie et de la Casamance, et l'utilisation des petites Vallées qui se situent au Sud du pays. » Les Ministres de l'agriculture Khadim Guéye et de l'Elevage, le Dr Oumou Khayri Guéye Seck ont donc visité les stands. Au stand de l'Elevage où toutes les races sont présentées, ils ont été émerveillés et séduits par la qualité des produits. La présentation des produits sénégalais et les opportunités d'investissement ont aussi séduit le Ministre hongrois du Développement Rural avec qui ont été visités les deux pavillons des deux pays le Sénégal et la Hongrie. Il avait auparavant invité son homologue sénégalais à visiter le Pavillon de son pays qui est mitoyen à celui du Sénégal. Une proximité qui a permis à M. Khadim Guéye de se rendre au stand de la Hongrie où il a rencontré le père de l'actuel Chef de l'Etat français, M. Nicolas Sarkozy, en l'occurrence M. Pal Sarkozy de Nazi Bosca.

Cette visite a permis en outre d'envisager une coopération avec la Hongrie. Ainsi cet axe de coopération est balisé, grâce à l'entregent et l'ingéniosité du ministre sénégalais de l'Agriculture et de son homologue hongrois. Pour le Ministre Khadim Guéye, « c'est un grand honneur et naturellement une grande opportunité de rencontrer ce pays, la Hongrie, qui n'est pas très bien connue dans le domaine de la coopération. Nous espérons que nous allons nouer une bonne



et fructueuse coopération avec elle. Nous avons eu l'avantage aussi de rencontrer dans leur stand une personnalité de taille, en l'occurrence le père du Président Sarkozy, qui est un Hongrois. Nous avons échangé avec lui et nous pensons développer une coopération avec ce pays.»

Le Salon International de l'Agriculture de Paris reçoit chaque jour environ 70.000 visiteurs, soit 650.000 et 700.000 visiteurs pour la durée des (9) neuf jours que dure cette manifestation. Un rendez-vous important, saisi par la délégation Sénégalaise, qui est entrain de tisser ou de nouer des partenariats dynamiques et féconds avec les industriels français, car sur le plan agricole la France fait référence en la matière.



**Juana Moreno**

**Directrice du Salon International de l'Agriculture**

"Le Salon International de l'Agriculture constitue à coup sûr une "vitrine" exemplaire de l'agriculture française... Mais ce salon représente évidemment bien plus que cela... La vitrine séduit, éblouit, envoûte parfois. Le Salon International de l'Agriculture lui, veut expliquer, exposer, faire découvrir le monde agricole au cœur de sa réalité la plus authentique. »



**Jean-Luc Poulain, Président du CENECA et Président du Salon International de l'Agriculture**

"L'édition 2011 du Salon International de l'Agriculture se place sous le signe d'une thématique appartenant à la fois à l'actualité et à l'Histoire... Depuis moins de deux mois, en effet, le repas gastronomique français est entré sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité... La distinction est de taille ! Symboliquement, elle consacre une certaine idée de l'excellence à la française. Plus concrètement, elle récompense le travail d'un nombre infini d'acteurs de l'agriculture..."